



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Association Centre Socio-Educatif

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
Association Centre Socio-Educatif
Place Degroote 59190 HAZEBROUCK

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Association Centre Socio-Educatif

Place Degroote 59190 HAZEBROUCK

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'association Centre Socio-Educatif,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Centre Socio-Educatif relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 16 mai 2025

KPMG SA

Maxime BRION

Commissaire aux comptes

BILAN

Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			31.12.2023
	Brut	Amort	Net	Total
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	9 351.74	9 351.74		
FRAIS D'ETABLISSEMENT				
FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT				
DONATIONS TEMPORAIRES D'USUFRUIT				
CONCES. BREVETS LICENCES LOGICIELS DROITS & VAL SIMILAIRES	9 351.74	9 351.74		
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
AVANCES ET ACOMPTE (INCORPORELLES)				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	215 963.41	199 857.39	16 106.02	19 203.05
TERRAINS				
CONSTRUCTIONS				
INSTALLATION TECHNIQUE, MAT ET OUTILLAGE INDUS.	215 963.41	199 857.39	16 106.02	19 203.05
IMMOBILISATIONS EN COURS				
AVANCES ET ACOMPTE				
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	50.00		50.00	50.00
PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES				
AUTRES TITRES IMMOBILISES				
PRETS				
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	50.00		50.00	50.00
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (1)	225 365.15	209 209.13	16 156.02	19 253.05
STOCKS ET EN-COURS				
MATIERES PREMIERES, APPROVISIONNEMENTS				
EN-COURS DE PRODUCTION DE BIENS				
EN-COURS DE PRODUCTION DE SERVICES				
PRODUITS INTERMEDIAIRES ET FINIS				
MARCHANDISES				
CREANCES D'EXPLOITATION	188 174.09		188 174.09	138 026.76
CREANCES CLIENTS, USAGERS ET COMPTES RATTACHES	16 134.47		16 134.47	11 429.19
CREANCES RECUES PAR LEGS ET DONATIONS				
AUTRES CREANCES	172 039.62		172 039.62	126 597.57
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
INSTRUMENTS DE TRESORERIE				
DISPONIBILITES	392 102.07		392 102.07	421 702.07
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	1 823.12		1 823.12	4 068.82
TOTAL ACTIF CIRCULANT (2)	582 099.28		582 099.28	563 797.65
FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (3)				
PRIMES DE REMBOURSEMENTS DES OBLIGATIONS / EMPRUNTS (4)				
ECART DE CONVERSION ACTIF (5)				
TOTAL GENERAL	807 464.43	209 209.13	598 255.30	583 050.70

BILAN

Passif	31/12/2024 Montant	31.12.2023 Total
FONDS PROPRES		
FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
FONDS PROPRES STATUTAIRES		
FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES		
FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
FONDS PROPRES STATUTAIRES		
FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES		
ECART DE REEVALUATION		
RESERVES		
RESERVES STATUTAIRES OU CONTRACTUELLES		
RESERVES POUR PROJET DE L'ENTITE	3 336.59	3 336.59
AUTRES RESERVES		
REPORT A NOUVEAU	237 808.61	248 492.85
EXEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	5 085.35	-10 684.24
SITUATION NETTE (1)	246 230.55	241 145.20
AUTRES FONDS		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	2 606.51	2 114.70
PROVISIONS REGLEMENTEES		
TOTAL AUTRES FONDS (2)	2 606.51	2 114.70
TOTAL FONDS PROPRES (1 + 2)	248 837.06	243 259.90
FONDS REPORTES LIES AUX LEGS ET DONATIONS		
FONDS DEDIES	72 853.18	63 203.00
TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES (3)	72 853.18	63 203.00
PROVISIONS POUR RISQUES	24 920.48	23 332.00
PROVISIONS POUR CHARGES	79 735.00	71 639.00
TOTAL PROVISIONS (4)	104 655.48	94 971.00
DETTES		
DETTES FINANCIERES		
EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET ASSIMILES (TITRES ASSOCIATIFS)		
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT		
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS		
DETTES D'EXPLOITATION		
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	23 378.52	21 998.28
DETTES DES LEGS OU DONATION		
DETTES FISCALES ET SOCIALES	66 893.23	70 671.49
DETTES DIVERSES		
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES		
AUTRES DETTES	103.80	36.38
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	81 534.03	88 910.65
TOTAL DETTES (5)	171 909.58	181 616.80
ECARTS DE CONVERSION PASSIF (6)		
TOTAL GENERAL	598 255.30	583 050.70

COMPTE DE RESULTAT

Sélection période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Toutes les écritures

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024		31.12.2023
	Montant	Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION			
COTISATIONS	18 154.00		17 676.00
VENTES DE BIENS			
DONT VENTES DE DONS EN NATURE			
VENTES DE PRESTATIONS DE SERVICE	146 411.91		134 564.75
DONT PARRAINAGES			
VENTES DE BIENS ET SERVICES		146 411.91	134 564.75
CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	701 692.67		732 991.28
VERSEMENT. DES FONDATEURS OU CONSOMMAT. DOTATION CONSOMPT.			
RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	6 265.00		3 814.00
DONS MANUELS	6 265.00		2 314.00
MECENATS			1 500.00
LEGS, DONATIONS ET ASSURANCES-VIE			
CONTRIBUTIONS FINANCIERES			
PRODUITS DE TIERS FINANCEURS		707 957.67	736 805.28
REPRISES / AMORT., DEPRECIAT. PROV. ET TRANSFERT CHGS	18 118.76		11 321.48
UTILISATIONS DES FONDS DEDIES	63 203.00		73 603.00
AUTRES PRODUITS	11 734.38		13 138.81
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (1)		965 579.72	987 109.32
CHARGES D'EXPLOITATION			
ACHATS DE MARCHANDISES			
VARIATION DE STOCK			
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	308 447.16		328 207.61
AIDES FINANCIERES			
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	20 170.65		21 655.58
SALAIRES ET TRAITEMENTS	412 823.02		423 584.01
CHARGES SOCIALES	131 700.37		134 447.71
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS	15 838.08		8 030.08
DOTATIONS AUX PROVISIONS			
REPORTS EN FONDS DEDIES	72 853.18		63 203.00
AUTRES CHARGES	8 374.15		7 140.28
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (2)		970 206.61	986 268.27
RESULTAT D'EXPLOITATION (1-2)		-4 626.89	841.05

COMPTE DE RESULTAT

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024		31.12.2023
	Montant	Total	Total
PRODUITS FINANCIERS			
DE PARTICIPATION			
D'AUTRES VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE			
AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	2 742.87		2 634.16
REPRISES SUR PROVISIONS, DEPRECIATIONS ET TRANSFERT DE CHARGE			
DIFFERENCES POSITIVES DE CHANGE			
PRODUITS NETS SUR CESSIONS VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT			
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (3)		2 742.87	2 634.16
CHARGES FINANCIERES			
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS			
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES			
DIFFERENCES NEGATIVES DE CHANGE			
CHARGES NETTES SUR CESSIONS DE VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT			
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (4)			
RESULTAT FINANCIER (3-4)		2 742.87	2 634.16
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
SUR OPERATIONS DE GESTION	9 356.23		23 580.64
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	1 015.50		2 165.74
REPRISES SUR PROVISIONS, DEPRECIATIONS ET TRANSFERT DE CHARGES	23 682.00		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (5)		34 053.73	25 746.38
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
SUR OPERATIONS DE GESTION	2 163.88		16 573.83
SUR OPERATION EN CAPITAL			
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS	24 920.48		23 332.00
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (6)		27 084.36	39 905.83
RESULTAT EXCEPTIONNEL (5-6)		6 969.37	-14 159.45

COMPTE DE RESULTAT

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024		31.12.2023
	Montant	Total	Total
PARTICIPATION DES SALARIES AUX RESULTATS (7)			
IMPOTS SUR LES BENEFICES (8)			
TOTAL DES PRODUITS (1+3+5)		1 002 376.32	1 015 489.86
TOTAL DES CHARGES (2+4+6+7+8)		997 290.97	1 026 174.10
SOLDE CREDITEUR = BENEFICE		5 085.35	
SOLDE DEBITEUR = PERTE			10 684.24
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
DONS EN NATURE			
PRESTATION EN NATURE	60 225.21		63 009.90
BENEVOLAT	203 400.00		220 880.00
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		263 625.21	283 889.90
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
SECOURS EN NATURE			
MISES A DISPOSITION GRATUITE DE BIENS	36 000.00		36 000.00
PRESTATION EN NATURE	24 225.21		27 009.90
PERSONNEL BENEVOLE	203 400.00		220 880.00
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		263 625.21	283 889.90

COMPTE DE RESULTAT

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR NATURE

Répartition par nature de charges			Répartition par nature de ressources		
TOTAL (875)			0.00	871 Prestations en nature	
861	Mises à disposition gratuite de biens			871000 Prestations en nature	60 225.21
861000	Mise à dispositions gratuites de biens	36 000.00		TOTAL (871)	60 225.21
TOTAL (861)			36 000.00	875 Bénévolat	
862	Prestations			875000 Bénévolat	203 400.00
862000	PRESTATION EN NATURE	24 225.21		TOTAL (864)	203 400.00
TOTAL (862)			24 225.21		
864	Personnel bénévole				
864000	Personnel bénévole	203 400.00			
Total charges contributions volontaires			263 625.21	Total produits contributions volontaires	263 625.21

CSE

Annexes aux comptes annuels
31/12/2024

Table des matières

1	Objet social	3
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	4
3	Description des moyens mis en œuvre	5
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	6
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice	6
4.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	6
5	Principes et méthodes comptables	7
5.1	Principes généraux	7
	Changement de méthode comptable	7
	Changements d'estimation	7
	Corrections d'erreurs	7
5.2	Dérogations	7
5.3	Principales méthodes comptables	7
6	Informations relatives aux postes du bilan	10
6.1	Actif immobilisé	10
	État de l'actif immobilisé (brut)	11
	Amortissements de l'actif immobilisé	11
6.2	Actif circulant	11
6.3	Fonds propres	12
	Tableau de variation des Fonds propres	12
6.4	Subventions d'investissement	14
6.5	Fonds dédiés	14
	Fonds dédiés	14
6.6	Provision pour risques et charges	15
	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	15
6.7	Dettes et créances	16
	État des créances et échéances	18
7	Informations relatives au Compte de résultat	19
7.1	Résultats par activité	19
	Ventes de biens et de services	19
	Produits de tiers financeurs	19
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	21
	Utilisations des fonds dédiés	21

Reports en fonds dédiés	21
7.2 Résultat Financier	21
7.3 Résultat Exceptionnel	21
7.4 Contributions volontaires en nature du compte de résultat	22
7.5 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	23
7.6 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	24
7.7 Informations relatives à l'effectif	24
7.8 Autres	24

1 Objet social

L'association a pour objet le développement d'activités sociales, culturelles, sportives et éducatives pour ses adhérents.

Le C.S.E est un centre social, il a pour vocation d'être au cœur du quartier pour proposer des activités culturelles, sportives et des animations diversifiées.

C'est un lieu de vie, d'échanges et de rencontres qui donnent aux habitants la possibilité de participer et de s'investir dans un/des projets.

Le centre social est un équipement de proximité à vocation sociale et pluri-générationnelle, ouvert à tous. Le CSE est animateur de la vie sociale avec la participation des habitants, il construit un projet participatif, partagé, solidaire et citoyen.

Les objectifs de son projet 2021/2024 sont :

- Vivre ensemble
- Co-Education de tous les habitants
- Pouvoir d'agir et initiatives
- Insertion et Inclusion

3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont :

- Le siège social et les salles d'activité, Place Georges Degroote à Hazebrouck
- 14 ETP moyen

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 *Faits caractéristiques de l'exercice*

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler

4.2 *Faits caractéristiques postérieurs à la clôture*

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020. Il peut être appliqué par anticipation pour l'exercice en cours à sa date de publication (le 30/12/2018).

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe.

Présentation des comptes annuels relatifs à l'exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Changement de méthode comptable

Néant

Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

5.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

5.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Le choix de notre entité parmi les méthodes suivantes proposées par le règlement 2018-03 pour traiter les opérations suivantes est précisé dans le paragraphe concerné de l'annexe:

- les subventions d'investissement en application des articles 312-1 ;

- **Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Type d'immobilisations	Mode	Durée
Frais d'établissement	NA	NA
Frais de recherche et de développement	NA	NA
Droit au bail	NA	NA
Fonds commercial	NA	NA
Logiciels	LINEAIRE	12 à 36 mois

- **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Type d'immobilisations	Mode	Durée
Constructions	NA	NA
Installations techniques, matériel et outillage industriels	NA	NA
Matériel d'animation	LINEAIRE	48 à 60 mois
Matériel roulant	LINEAIRE	60 mois
Matériel informatique	LINEAIRE	36 mois
Mobilier de bureau	LINEAIRE	12 à 36 mois

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

- **Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

- **Immobilisations financières**

Il s'agit de dépôts immobilisés, évalués à leur valeur nominale. Ces éléments sont, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour les ramener à leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

État de l'actif immobilisé (brut)

Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	9 352			9 352
Immobilisations corporelles	216 058	4 645	4 739	215 963
Immobilisations financières	50			50
Total	225 365	4 645	4 739	225 365

Amortissements de l'actif immobilisé

Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	9 352			9 352
Immobilisations corporelles	196 855	7 742	4 739	199 857
Immobilisations financières	0			0
Total	206 207	7 742	4 739	209 209

6.2 Actif circulant

Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 1 823 € sur l'exercice 2024.

6.3 *Fonds propres*

Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 et 2019-04 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	3 337				3 337
Report à nouveau	248 493	-10 684			237 809
Excédent ou déficit de l'exercice	-10 684	10 684		5 085	5 085
Situation nette	251 830	0		5 085	262 514
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	2 115		1 507	1 015	2 606
Provisions réglementées					
TOTAL	243 260				248 837

6.4 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention. Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi :

- De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan

6.5 Fonds dédiés

Fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts liés au nouveau règlement ANC 2018-06	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations	63 203	18 650	9 000			72 853	
« contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS »							

Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	63 203	18 650	9 000			72 853	

6.6 *Provision pour risques et charges*

	Montant au début de l'exercice	Constitution par fonds propres	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reprises par fonds propres	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	23 332		24 920		23 332		24 920
Provisions pour charges	71 639		8 096				79 735
Total	94 971		57 048	47 364			104 655

Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	79 735		79 735
Engagements de pension à d'anciens dirigeants	0		0
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite	0		0

Notre entité provisionne (non déductible) ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

- Un régime d'indemnités de départ à la retraite.

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes,

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture :

- Age de départ à la retraite présumé : 64 ans

- Taux d'actualisation : 3,70%

6.7 Dettes et créances

Produits constatés d'avance

A la clôture de l'exercice 2024, les produits constatés d'avance s'élèvent à 82 K €.

Les produits constatés d'avance sont principalement liés à :

- Activités : 82 K€

Etat des dettes et échéances

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéances	
			à plus 1 an et 5 ans au plus	à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	23 379	23 379		
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	66 893	66 893		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés				
Autres dettes	104	104		
Produits constatés d'avances	81 534	81 534		
TOTAL	171 910	171 910		

Etat des créances et échéances

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	16 134	16 134	
Créances reçues par legs ou donations			
Autres	172 040	172 040	
Charges constatées d'avance	1 823	1 823	
TOTAL	190 047	190 047	

7 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Présentation des produits d'exploitation (produits de tiers financeurs)
- Présentation des charges (aides financières, reports en fonds dédiés) ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

7.1 Résultats par activité

Ventes de biens et de services

Les ventes de biens et services peuvent être ainsi détaillées :

- Participation des usagers
- Mise à disposition de matériel
- Produits publicitaires
- Recettes de bar / repas

Le chiffre d'affaires s'élève à 146 K€ en 2024 contre 135 K€ en 2023.

Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

Au 31/12/2024 les cotisations s'élèvent à 18 K€.

Produits de tiers financeurs

Concours publics et subventions d'exploitation

Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire. Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

Tableau des subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	Ville	Etat	Département	Caisse d'allocations familiales	Région	Autres
Concours publics	0	0	0	38 097	0	0
Subvention d'exploitation	160 800	43 914	198 744	195 069	4 000	61 069

Ressources liées à la générosité du public

Dons manuels (dont abandon de frais par les bénévoles)

Le poste « dons manuels » comprend notamment

- Les dons manuels monétaires dont le fait générateur est l'encaissement, enregistrés au fur et à mesure de leur collecte, soit 0 € en 2024 contre 250 € en 2023.
- Le montant total des abandons de frais (comptabilisés en charges par nature) par les bénévoles, soit 6 K€
- Le montant total du mécénat s'élève à 0 K€ contre 1,5 K€ en 2023.

Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges

- Transferts de charges d'exploitation : 18 K€.

Utilisations des fonds dédiés

Utilisation de fonds dédiés :

- Utilisation des fonds dédiés sur subventions d'exploitation : 63 K€

Reports en fonds dédiés

Seules les charges d'exploitation comptabilisées sur l'exercice peuvent être affectées à l'utilisation des fonds pour des projets définis.

7.2 *Résultat Financier*

Le résultat financier s'élève à 3K€.

7.3 *Résultat Exceptionnel*

Les charges et produits exceptionnels sont détaillées en 7.1.1.2

Le poste « Sur opérations en capital » comprend la quote-part annuelle des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice dans la mesure où notre entité a choisi la comptabilisation des subventions d'investissement acquises dans les fonds propres et la reprise de celles-ci dans le compte de résultat au fur et à mesure de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés.

7.4 Contributions volontaires en nature du compte de résultat

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail: bénévolat, mises à disposition de personnes;
- Des contributions en biens: dons en nature redistribués ou consommés en l'état;
- Des contributions en services: mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.

Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.

Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Contributions volontaires en nature		Charges des contributions volontaires en nature	
Dons en nature		Secours en nature	
Prestations en nature	60 225	Mises à disposition gratuite de biens	36 000
Bénévolat	203 400	Prestations en nature	24 225
		Personnel bénévole	203 400
Total	263 625	Total	263 625

Les mises à disposition effectuées par la commune d'Hazebrouck à titre gratuit sont évaluées à 60 K€. Il s'agit de la mise à disposition du bâtiment et des fluides pour l'exercice 2024. Concernant la mise à disposition du personnel et des fluides, des éléments ont été obtenus par la commune pour 24 K€. La mise à disposition du bâtiment est valorisée par le CSE à 36K€ pour l'exercice 2024.

7.4.1.1 Bénévolat

Le bénévole est une personne qui s'engage librement pour mener une action non salariée en direction d'autrui, en dehors de son temps professionnel et familial (Avis du Conseil économique et social du 24 février 1993) et selon l'objet et les règles de l'entité auprès de laquelle le bénévole s'engage.

Le bénévolat informel (aide aux voisins, coups de main) est à distinguer du bénévolat formel qui s'exerce au sein d'une structure organisée.

Le bénévolat dont notre entité est évalué à 203 400 €.

7.5 *Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat*

7.5.1.1 Produits à recevoir

Les subventions à recevoir sont de 171 K€ et concernent le solde des subventions 2023 et 2024 restant à recevoir.

7.5.1.2 Charges à payer

Les charges à payer concernent les factures non parvenues pour 6 K€.

7.5.1.3 Charges et produits exceptionnels

Le résultat exceptionnel s'élève à 7 K€ et s'explique principalement par les :

Produits exceptionnels :

- Produits sur exercices antérieurs : 9 K€
- Quote part de subvention d'investissement : 1 K€
- Reprises sur provisions, dépréciations et transfert de charges : 24 K€

Charges exceptionnelles :

- Charges exceptionnelles : 0 K€
- Charges sur exercices antérieurs : 2 K€
- Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions : 25 K€

7.5.1.4 Transferts de charges

Les transferts de charges s'élèvent à 18 K€.

7.5.1.5 Honoraires des commissaires aux comptes

Montants en € - TTC	— KPMG
— Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	5 260
— Au titre d'autres prestations	0
— Honoraires totaux	5 260

7.6 *Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)*

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés, visés par l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, n'est pas communiqué. En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

7.7 *Informations relatives à l'effectif*

L'ETP moyen 2024 de l'entité est de 14.

7.8 *Autres*

A la date d'arrêté des comptes par le conseil d'administration, la direction de l'association n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remette en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation de manière pérenne. En conséquence, les états financiers 2024 ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité.